



Conseil de sécurité

Distr. générale
13 octobre 2009
Français
Original : anglais

Lettre datée du 13 octobre 2009, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous adresse la présente lettre au sujet d'une autre grave violation de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité. Selon plusieurs sources, le 12 octobre 2009 à 20 h 30, une explosion s'est produite dans un bâtiment civil dans le village libanais de Tayr Filsî, au sud du Litani. La maison en question, qui appartenait à un militant du Hezbollah du nom d'Abdel Nasser Issa, servait de lieu de stockage d'armes pour le Hezbollah.

Après l'explosion, des militants du Hezbollah ont bouclé la zone et, comme le montre la bande vidéo jointe à la version électronique de la présente lettre, ont retiré des lieux les éléments de preuve, qu'ils ont transportés dans deux camions jusqu'au village voisin de Deir Qanoun. Ce retrait des éléments de preuve rappelle fort bien le retrait d'armes auquel s'était livré le Hezbollah après l'explosion survenue le 16 juillet dans le village de Khirbat Silim, ainsi qu'il ressort des rapports d'enquête sur la question communiqués aux parties intéressées et des rapports du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat de l'ONU au Conseil de sécurité.

L'explosion d'hier, qui survient seulement trois mois après l'explosion d'un dépôt d'armes du Hezbollah dans le village de Khirbat Silim, atteste une fois encore le fait que le Hezbollah, organisation terroriste, possède des armes illégales au Liban au sud du Litani, en violation de la résolution 1701 (2006), d'autant qu'il met en place une infrastructure militaire au sein de la population civile.

Les incidents susmentionnés ne laissent aucun doute quant au mode opératoire du Hezbollah, qui consiste à placer des armes et installations militaires dans les villages et maisons occupés par des civils. L'utilisation de civils comme boucliers humains est préjudiciable à leur sûreté; Israël demande au Gouvernement libanais de prendre des mesures décisives pour mettre fin au réarmement du Hezbollah au sud du Litani. Le fait que certains membres des Forces armées libanaises ferment actuellement les yeux sur les activités du Hezbollah ne contribue à promouvoir ni la paix ni la stabilité au Liban, en Israël ou dans la région. Israël tient le Gouvernement libanais responsable de toute activité menée sur son territoire, y compris par le Hezbollah au sud du Litani.

Israël a demandé que la Force intérimaire des Nations Unies au Liban ouvre immédiatement une enquête sur l'incident de Tayr Filsî et qu'elle communique ses conclusions aux parties intéressées. Israël a de fortes raisons de penser que le



Hezbollah ainsi que des éléments des Forces armées libanaises se sont efforcés de retarder l'ouverture immédiate d'une enquête sur l'explosion de Tayr Filsî afin de permettre au Hezbollah de retirer les éléments de preuve.

À deux semaines de la publication du rapport du Secrétaire général sur la résolution 1701 (2006), Israël a bon espoir que l'attention voulue sera accordée à ces incidents et à la situation au sud du Litani dans le rapport. De manière plus générale, ce rapport devrait aussi porter sur les questions essentielles liées à l'application de la résolution 1701 (2006), notamment le réarmement du Hezbollah et la non-application de l'embargo sur les armes.

Je vous serais obligée de bien vouloir faire en sorte qu'il soit tenu compte de ces informations lors de l'élaboration du prochain rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006).

Je vous serais également obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(*Signé*) Gabriela **Shalev**
